

Session Plénière du 10 Novembre 2021

Vœu du groupe CDRC - Mise en place d'un baromètre de l'action publique régionale.

Intervention de Michel CHASSIER

Vous évoquez la nécessité d'une évaluation des politiques publiques, régionales en l'occurrence, c'est une demande que nous avons régulièrement formulée.

Vous évoquez en même temps la défiance des citoyens à l'égard de l'action publique qui se traduit par une abstention croissante lors des élections.

Cependant nous avons du mal à vous suivre les solutions que vous proposez.

Vous faites appel en effet à la démocratie plus inclusive et participative, en citant, selon vous « *la réussite de la Conférence Citoyenne pour le Climat* » qui est précisément le contre-exemple qu'il aurait fallu éviter.

J'étais intervenu ici-même pour démasquer l'imposture de cette convention, où les citoyens tirés au sort ont d'abord subit un lavage de cerveau par des experts et des « sachants » exprimant une pensée unique hors de laquelle il était impossible de s'écarter sous peine de blasphème.

Rappelons que cette convention était co-présidée par Laurence Tubiana ex-militante à la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) dans sa jeunesse, chargée de mission puis conseiller auprès du Premier ministre Lionel Jospin, et par Thierry Pech, membre fondateur du think-tank Terra Nova créé au service du Parti socialiste.

Les débats étaient par conséquent parfaitement encadrés, et l'on sait bien dans ce genre de dispositif combien il est difficile de se démarquer du schéma auquel on a fait adhérer le groupe, et les conclusions étaient forcément très orientées, pour ne pas dire prévues d'avance, et pourtant la plupart n'ont pas été suivies !

Il n'y a pas de meilleure caricature de la démocratie participative, à part le Grand débat de M. Macron, avec des questions filtrées, dont là encore rien n'est ressorti, les fameux cahiers de doléances ont été enterrés, car ils soulevaient des questions politiquement incorrectes.

Le seul exemple plus achevé en la matière, c'est le système des soviets, présentés comme une organisation représentative des ouvriers et des paysans, mais dans les faits entièrement contrôlés par les « commissaires du peuple ».

Nous y revenons d'une façon plus habile avec tous les outils modernes de communication, qui parviennent à obtenir l'adhésion de ceux qui sont manipulés, rappelez-vous de la conclusion d'Orwell dans 1984 : «*Tout était clair en lui, il aimait Big Brother !* »

Vous trouverez peut-être que je force le trait, mais ces techniques sont utilisées depuis longtemps dans le domaine du management, pour faire adhérer les collaborateurs aux objectifs de l'entreprise.

C'est d'ailleurs auprès de cabinets spécialisés dans le management participatif que M. Macron a passé commande pour gérer aussi bien la crise des gilets jaunes que la crise sanitaire, cabinets américains faut-il préciser

Par conséquent nous pensons que votre démarche n'est pas la bonne.

Oui, nous approuvons l'évaluation des politiques publiques, nous la demandons régulièrement, mais c'est d'abord le rôle des élus, en particulier des élus d'opposition, à condition qu'on leur en donne les moyens.

Nous déplorons sur ce point qu'il soit toujours aussi difficile d'obtenir les informations que nous demandons sur des sujets comme le compte-rendu d'utilisation de certaines subventions, par exemple, et je fais référence à plusieurs demandes formulées en commission permanente pour lesquelles nous n'avons jamais obtenu de réponse.

Avant d'imaginer un contrôle citoyen, il conviendrait d'abord de faciliter le contrôle par les élus.

C'est pourquoi aussi que nous avons souhaité de mettre fin au huis-clos de la commission permanente.

Vous comprendrez par conséquent que nous ne pouvons pas approuver ce vœu.

